

Introduction revendicative CEN de rentrée en visio du 30 août 2023

Cette introduction ne sera pas longue au regard du format de notre réunion et afin de permettre le débat.

Les questions environnementales et de changement climatique ont encore marqué l'actualité de cet été 2023 durant lequel des records ont encore été battus.

Des températures étouffantes ont touché des pans entiers de la planète. La journée du 5 juillet a été la plus chaude jamais enregistrée au niveau mondial. Après des températures records en juin, juillet 2023 a été le mois plus chaud jamais enregistré, avec des températures anormalement élevées sur terre et en mer.

L'Organisation météorologique mondiale souligne que ces valeurs ont été atteintes alors même que le phénomène El Niño ne fait que commencer et que celui-ci pourrait conduire à des températures encore plus élevées en 2024.

Entre autres conséquences de ce réchauffement climatique, cet été a été le théâtre de :

Mégafeux de forêt au Canada, de violents incendies dans les pays méditerranéens, notamment en Grèce, dans la périphérie d'Athènes, ainsi que sur les îles de Rhodes, Corfou et Eubée, qui ont été ravagées par les flammes. Au total, pas moins de 50 000 hectares sont partis en fumée depuis le début de cet épisode de mégafeux, le pire mois de juillet en plus de dix ans. Face à cette catastrophe climatique, les experts tirent la sonnette d'alarme : l'écosystème grec est « en danger ». La Turquie, l'Algérie, la Tunisie, la Sicile et Ténérife ont aussi été frappées par de violents incendies. Hawaï a connu l'incendie le plus meurtrier subi par les États-Unis depuis un siècle. Dans le même temps, la Chine a vécu des inondations historiques, la Slovénie des crues d'une ampleur sans précédent et la Scandinavie a été balayée par la tempête Hans. En France, la canicule fut longue et féroce dans la partie sud, et les tempêtes violentes dans la partie nord ouest.

Cet été, une réunion s'est tenue le 5 juillet pour acter la sortie de la CGT du collectif « plus jamais ça », devenu par voie de conséquence « Alliance Écologique et Sociale (AES) ». Conformément à l'orientation du 53e congrès, la réunion permet d'acter le retrait du logo de la CGT et son retrait du fonctionnement de la structure. Un nouveau rendez-vous à l'automne, entre les organisations d'AES et la CGT, permettra de préciser les suites et les possibilités de travail commun, car les enjeux environnementaux, eux, n'ont pas disparu des orientations de la CGT.

L'été n'a pas non plus permis de pause s'agissant des violences sexistes et sexuelles : à la date du 21 août dernier ce sont 84 femmes qui ont été tuées par leur conjoint ou ex conjoint pour l'année 2023 !

Ce week-end se sont déroulées les journées d'été des partis politiques ; ce fut l'occasion de revenir sur le rapport de l'observatoire des VSS politiques, qui fait état que toutes les familles politiques sont concernées sans exception, alors que les partis ont une obligation légale de protéger leurs militant.es.

Le rapport pointe également les mêmes stratégies de défense utilisées par tous les mis en cause : complot, éviction politique etc, ces derniers utilisent un vocabulaire judiciaire pour discréditer les accusations.

Plus que jamais les enjeux environnementaux et la lutte contre les violences sexistes et sexuelles restent malheureusement d'actualité.

L'été n'aura pas été une pause pour ce gouvernement dans ses politiques anti-sociales. Après le décret de l'assurance chômage, qui réduit notamment les droits à l'assurance chômage de 25 % pour les allocataires, le gouvernement continue sa casse sociale en transformant Pole Emploi en France Travail. Les contraintes imposées aux allocataires de Pôle emploi seront étendues aux allocataires des minimas sociaux, qui seront tenus d'effectuer entre 15 et 20 h d'activités par semaine pour continuer à percevoir leurs allocations.

France Travail centralisera toutes les données des différents opérateurs, missions locales, Apec, Agefiph, etc. et pourra les mettre en concurrence avec les autres opérateurs. Le croisement des fichiers (notamment avec la CNAM) pose un risque supplémentaire sur l'utilisation, voire la privatisation des données les plus sensibles, notamment pour les publics fragiles, comme ceux en situation de handicap.

En tant que plate-forme qui impose un accueil d'entrée entièrement digital, France Travail détruira les nécessaires relations humaines, et accentuera la fracture numérique et donc la précarité.

La CGT refuse ce qui ressemble à un cauchemar technocratique et libéral, et plus globalement un libéralisme de plus en plus offensif, autoritaire et décomplexé. Rappelons que 17 (!) membres du gouvernement ont participé aux journées de rentrée du MEDEF, dont le discours d'ouverture contenait : « *Considérer que les entreprises devraient contribuer plus encore à l'effort fiscal et social serait infondé* »...

Cet été se sont aussi déroulées les journées d'études du CCN à Courcelles ; les questions d'unité syndicale, de stratégie des luttes, de l'implantation de la CGT et l'état des lieux de notre organisation, de la place du syndicalisme et les perspectives ont été débattues, y compris avec des intervenants extérieurs. Les interventions et documents qui doivent nous être envoyés prochainement vous seront transmis. Les questions de syndicalisation, de renforcement de la CGT et la qualité de vie syndicale ont fait l'objet d'échanges et font écho dans notre syndicat. Il en sera question à la CEN de fin septembre car la remontée des cotisations reste trop tardive et le syndicat a dû prendre des mesures exceptionnelles pour procéder à des versements cogétise ou encore payer des factures.

A la rentrée se dérouleront des mobilisations :

— la journée internationale pour la paix du 21 septembre, qui fera l'objet de rassemblements sur tout le territoire

— le samedi 23 septembre pour nos libertés et contre les violences policières, j'y reviendrai

— la journée internationale pour le droit à l'avortement le 28 septembre prochain

La CGT fait partie des organisations à appeler aux diverses manifestations.

S'agissant de la journée du 23 septembre, elle se déroule dans un contexte de répression syndicale et d'attaques acharnées envers les militant.es de la CGT. Beaucoup de rassemblements sont et seront organisés pour soutenir les camarades en plus de cette journée nationale. Sophie Binet se rendra au moins à Montmorency les 6 septembre et le 8 septembre à Niort, où le secrétaire de l'UD est convoqué au sujet de la manifestation de Sainte Soline entre autres. Le 6 septembre est convoqué Sébastien Menesplier, secrétaire confédéral et SG de la FNME-CGT pour : « soupçons de mise en danger d'autrui par personne morale (risque immédiat de mort ou d'infirmité) par violation manifestement délibérée d'une obligation réglementaire de sécurité de prudence ». Cela constitue une attaque politique symbolique historique envers notre organisation. Au delà des camarades qui

pourront se rendre au rassemblement, **la question d'une motion de soutien de notre syndicat vous est proposée.**

Pour information, Sophie Binet est quant à elle convoquée nominativement à une commission d'enquête parlementaire des groupes LR, LREM et RN sur « les groupuscules violents en marge des manifestations retraitées » où figure par exemple la question : « êtes vous d'accord ou pas avec les actions de coupure d'électricité menées par la CGT ? ».

Enfin pour le 23 septembre, 2 communiqués de presse ont été faits et un tract est à disposition des organisations pour aller au contact des travailleuses et travailleurs.

Le 13 octobre, en France et en Europe, des mobilisations sont organisées contre l'austérité, pour les salaires et l'égalité femmes hommes. En France, un appel intersyndical à la mobilisation et à la manifestation est sorti le 28 août dernier (8 organisations).

Les retraités sont également appelés à se mobiliser dans la période, un accord de principe avec les 9 OS des retraité.es sur leur mobilisation le 13 octobre est acté, ces dernières appellent également à une journée de mobilisation nationale le 24 octobre prochain sur les revendications portées sur une pétition unitaire qui doit être communiquée et signée largement.

Nous vous proposons d'appeler à ces mobilisations, la question de la grève doit être débattue entre nous pour la journée du 13 octobre. Si au niveau de l'intersyndicale les discussions continuent sur le sujet de la grève, la CGT y appelle fermement.

Le CCN invite toutes les organisations de la CGT à organiser des AG de rentrée pour préparer ces mobilisations avec les syndiqué.es et salarié.es.

Le CCN invite également toute la CGT à s'emparer des élections professionnelles nombreuses dans les semaines à venir ; le renforcement de la CGT est l'affaire de toute la CGT.

Quant au ministère et à la DGFIP, l'actualité cet été n'a pas été au bénéfice des agents avec la suppression des chèques vacances pour les retraités, une note sur les ponts naturels et la restriction des congés à certaines périodes et les problèmes engendrés par GMBI :

En effet, conformément à ce que nous avons dénoncé dans les GT et la presse, la campagne GMBI ne s'est pas déroulée comme la DG l'espérait. Entre les difficultés techniques, le manque d'informations des contribuables et la difficulté à comprendre GMBI, la date limite de report a du être repoussée 2 fois, engendrant des difficultés dans les services de gestion et un surplus important de travail pour les collègues concernés. Nous avons pu largement dénoncer cela dans la presse, comme cela avait été décidé lors de notre CEN de juin.

La DG a elle-même reconnu des difficultés et ne s'est que peu vantée de son résultat final de déclarations, qui serait de l'ordre de 80 de déclarants chez les particuliers.

Une réunion est prévue demain en intersyndicale afin de décider des modalités d'action à venir.

Par ailleurs un article devrait sortir en fin de semaine pour dénoncer les soucis liés à la taxe d'urbanisme, qui est un autre élément de la réforme foncière mise en œuvre par la DG.

Au moins un dossier a également attiré notre attention fin août, sur une procédure de radiation des cadres très rapide pour abandon de poste, que nous avons réussi à récupérer, mais nous attirons votre attention sur ce genre de procédures radicales qui visiblement font leur apparition.

Pour information :

* le 1^{er} septembre je me rendrai à la bilatérale avec le Ministre Cazenave qui reçoit la fédération

* le 7 septembre nous sommes réunis en bilatérale par l'IGF sur le pilotage des emplois et des effectifs.

Enfin, en cette CEN de rentrée, dans vos interventions n'hésitez pas à préciser les opérations d'accueil prévues dans les sections et nous faire un retour sur votre rôle de suivi de territoire (contact pris, réunion déjà prévue, difficultés, besoins, etc.).